

**RAPPORT DE GESTION 2023**  
**MUTUELLE INTERENTREPRISES DU GAN**

## Sommaire

A. Faits marquants de l'année 2023 .....	3
B. Analyse des résultats .....	3
1. Affiliés et adhérents.....	3
2. Cotisations et fonds de solidarité.....	5
4. Ratios P/C.....	7
5. Répartition de la consommation médicale par poste de prestations .....	9
6. Autres produits techniques et provisions pour participation aux excédents .....	11
7. Placements et produits financiers.....	12
8. Autres charges techniques.....	12
9. Résultat de l'exercice .....	12
C. Analyse du bilan et de la situation financière.....	13
1. Fonds propres et proposition d'affectation du résultat.....	13
2. Placements.....	15
D. Perspectives 2024 .....	16
E. Autres informations .....	16
1. Entreprises souscriptrices.....	16
2. Conventions passées avec d'autres organismes.....	16
2.1 Convention CETIP .....	16
2.2. Convention avec les entreprises souscriptrices des contrats.....	17
3. Mandats et fonctions des administrateurs au 31 décembre 2023.....	17
4. Sommes versées aux administrateurs en 2023.....	18
5. La rémunération du dirigeant opérationnel .....	18

## A. Faits marquants de l'année 2023

L'année 2023 a été marquée par une tendance désinflationniste ayant conduit les banques centrales à une pause dans la remontée des taux monétaires qui a permis une légère détente sur les taux obligataires mettant ainsi fin pour la MIG aux moins-values sur les avoirs obligataires.

Le marché actions s'est montré lui très positif en fin d'exercice permettant à la MIG de constater une plus-value significative sur la poche actions du portefeuille d'actifs.

La consommation médicale en France a continué à être soutenue se traduisant pour la MIG par une dérive de ses remboursements de 8,5% (+6% pour le contrat obligatoire et +13% sur le contrat facultatif), entraînant un résultat négatif pour l'exercice 2023 de -166 583€ après un résultat 2022 déjà négatif (-100 039€).

## B. Analyse des résultats

### 1. Affiliés et adhérents

Les effectifs totaux augmentent : + 218 personnes (3,1%)

Cela est dû principalement au contrat obligatoire avec une augmentation de 185 actifs contre 33 pour les retraités.

En nombre	Au 31-12-2023	Au 31-12-2022	Evo 2023/2022	
			En nbre	En %
Entités sous marque GAN & GG Vie	<b>4 368</b>	<b>4 179</b>	<b>189</b>	4,5%
<i>Gan Assurances</i>	1 594	1 593	1	0,1%
<i>Groupama Gan Vie (GG Vie)</i>	2 010	1 835	175	9,5%
<i>Gan Prévoyance</i>	699	686	13	1,9%
<i>Gan Patrimoine</i>	65	65	0	0,0%
SFPJ	<b>178</b>	<b>170</b>	<b>8</b>	4,7%
Amaline Assurances	<b>87</b>	<b>99</b>	<b>-12</b>	-12,1%
<b>Total Actifs - Contrat obligatoire</b>	<b>4 633</b>	<b>4 448</b>	<b>185</b>	<b>4,2%</b>
Rama	2 431	2 387	44	1,8%
Mutuelle seule	68	75	-7	-9,3%
Loi Evin	52	51	1	2,0%
Invalides	89	94	-5	-5,3%
<b>Total Maintiens de droit - Contrat facultatif</b>	<b>2 640</b>	<b>2 607</b>	<b>33</b>	<b>1,3%</b>
<b>Total Contrat obligatoire + Contrat facultatif</b>	<b>7 273</b>	<b>7 055</b>	<b>218</b>	<b>3,1%</b>

Le contrat facultatif regroupe les ex-salariés<sup>1</sup> qui ont souhaité conserver la mutuelle.

Les personnes invalides atteignant l'âge de la retraite peuvent adhérer à la Mutuelle et la sortie des effectifs invalides correspond alors à une entrée dans les effectifs retraités.

Le groupe des « Mutuelle seule » est en run-off : c'est un groupe fermé auquel il n'est plus possible d'adhérer depuis 2006. Il ne peut que diminuer en effectif.

Les effectifs des « Loi Evin » regroupent les personnes sortant de portabilité qui souhaitent adhérer à la Mutuelle à titre onéreux en attendant de retrouver un emploi. Ces personnes adhèrent généralement pour une durée de l'ordre d'1 à 2 ans.

51,29% des assurés retraités du contrat facultatif sont des retraités qui ont quitté l'entreprise avant le 01/01/2009 et qui bénéficient de la contribution employeur gelée (CEG : l'employeur prend en charge la cotisation de son ancien salarié à hauteur de 270€ ; le solde restant à la charge du retraité). Cette somme est un avantage soumis à CSG.

Afin de compenser la sortie du dispositif de la CEG, la Mutuelle a mis en place un fonds de solidarité (FS) auquel contribuent les salariés et les employeurs des entités Gan et les retraités partis avant 2009. Les retraités des entités GAN partis ensuite, bénéficient de ce fonds à hauteur de 156 € HT par an. En 2023, ils représentent 43,11% des affiliés au contrat facultatif.

Amaline et SFPJ sont hors de ces dispositifs.

<b>Contrat facultatif - En nombre</b>	<b>Au 31-12-2023</b>	<b>Au 31-12-2022</b>	<b>en % de la population retraitée</b>
Bénéficiaires de la contribution entreprises (CEG)	1 354	1 421	51,29%
Bénéficiaires du Fonds de Solidarité (FS)	1 138	1 034	43,11%
Retraités hors CEG ou FS	7	7	0,27%
Loi Evin	52	51	1,97%
Invalides	89	94	3,37%
<b>Total Maintiens de droit - Contrat facultatif</b>	<b>2 640</b>	<b>2 607</b>	<b>100,00%</b>

<sup>1</sup> Le contrat facultatif réunit les anciens salariés désirant adhérer volontairement à la Mutuelle. Ceux-ci appartiennent soit à la population active (invalides, chômeurs) et adhèrent également au RPP, soit à la population retraitée et doivent adhérer au RAMA pour pouvoir être couverts par la Mutuelle.)

## 2. Cotisations et fonds de solidarité

Les cotisations HT s'établissent à 2 207 710€ pour le contrat obligatoire (+1,7% par rapport à 2022) et à 1 276 555€ pour le contrat facultatif (-1,9% par rapport à 2022). Au total, le chiffre d'affaires de survenance 2023 augmente de 0,3 % (11 271€).

Cotisations en €	Exercice 2023	Exercice 2022	Evo N/N-1	
			En €	En %
Contrat obligatoire - Membres participants	658 724	649 062	9 662	1,5%
Contrat obligatoire - Entreprises	1 548 986	1 522 081	26 905	1,8%
<b>Total Actifs - Contrat obligatoire</b>	<b>2 207 710</b>	<b>2 171 143</b>	<b>36 567</b>	<b>1,7%</b>
Contrat facultatif - Membres participants - N	772 212	782 228	-10 016	-1,3%
Contrat facultatif - Membres participants - N-1			0	
Contrat facultatif - Entreprises - N	329 760	352 589	-22 829	-6,5%
Contrat facultatif - Entreprises - N-1			0	
Contrat facultatif - Fonds de solidarité	174 583	167 034	7 549	4,5%
<b>Total Maintiens de droit - Contrat facultatif</b>	<b>1 276 555</b>	<b>1 301 851</b>	<b>-25 296</b>	<b>-1,9%</b>
<b>Total Contrat obligatoire et Contrat facultatif</b>	<b>3 484 265</b>	<b>3 472 994</b>	<b>11 271</b>	<b>0,3%</b>

Le fonds de solidarité bénéficie d'un apport de cotisations de 250 659€, d'un prélèvement de 174 583€ (1 138 bénéficiaires) et s'établit à 2 712 373€ (en hausse 10 260€). Les cotisations au Fonds de Solidarité sont indexées sur le Plafond Mensuel de la Sécurité Sociale (PMSS) et sont soumises à la Taxe de Solidarité Additionnelle depuis le 01/10/2011.

Fonds de solidarité en €	Exercice 2023	Exercice 2022	evo N/N-1	
			en €	en %
	<b>2 702 113</b>	<b>2 636 297</b>	<b>65 816</b>	2,50%
Cotisations FS Entreprises	109 319	99 052	10 267	10,37%
Cotisations FS Actifs	109 319	99 052	10 267	10,37%
Cotisations FS Retraités avant 2009 et Maintiens de droits	32 021	34 747	-2 725	-7,84%
Allègement FS retraités	-174 583	-167 034	-7 549	4,52%
	<b>2 778 188</b>	<b>2 702 113</b>	<b>76 076</b>	<b>2,82%</b>

<b>Evolution du Fonds de solidarité</b>	<b>76 076</b>	<b>65 816</b>
---	---------------	---------------

### 3. Prestations et frais payés

Les prestations réglées par la Mutuelle sont en hausse (+6,0% au global, toutes survenances confondues). Les frais iGestion représentent le montant facturé par Cegedim pour son intervention comme délégué de service (liquidateur des prestations). Les coûts de gestion facturés par iGestion représentent 2,49% des cotisations.

Prestations et frais liés aux prestations payés en €	Exercice 2023	Exercice 2022	Evo N/N-1	
			En €	En %
Prestations CO	2 031 218	1 939 072	92 146	4,8%
Taxe médecins traitants CO	19 380	18 954	426	2,2%
Frais de gestion igestion	53 771	48 699	5 072	10,4%
Taxe co-vid		29 264	-29 264	-100,0%
<b>Contrat obligatoire</b>	<b>2 104 369</b>	<b>2 035 990</b>	<b>68 380</b>	<b>3,4%</b>
Prestations CF	1 276 460	1 136 603	139 857	12,3%
Taxe médecins traitants CF	9 098	9 356	-258	-2,8%
Frais de gestion igestion	32 957	29 848	3 109	10,4%
Taxe co-vid		17 154	-17 154	-100,0%
<b>Contrat facultatif</b>	<b>1 318 515</b>	<b>1 192 960</b>	<b>125 554</b>	<b>10,5%</b>
<b>Total prestations et frais payés</b>	<b>3 422 884</b>	<b>3 228 950</b>	<b>193 934</b>	<b>6,0%</b>

En 2023, les provisions pour sinistres à payer ont augmenté de 48 232€. Cela s'explique principalement par la dérive des prestations de survenance 2023, laquelle semble se renforcer au regard des prestations 2023 payées sur les mois de janvier et février 2024.

En €	Exercice 2023	Exercice 2022
Ouverture	241 643	303 418
Clôture	289 875	241 643
<b>Evolution</b>	<b>48 232</b>	<b>-61 775</b>

#### 4. Ratios P/C

Le ratio P/C 2023 global s'établit à 107,10% en hausse par rapport à 2022 (99,60%).

La marge technique totale 2023 s'élève à -225K€ (12K€ en 2022).

Cette dégradation est principalement due à la progression des prestations pour 264K€.

En ce qui concerne le contrat obligatoire, il convient de noter que les prestations sont orientées à la hausse (+5,8%), et celles du contrat facultatif augmentent de 13%.

En matière de cotisations nettes de frais, le contrat obligatoire reste stable tandis que celles du contrat facultatif augmentent de 2,7%. Cette variation s'explique par la baisse des frais de fonctionnement en 2023.

La ventilation des frais retenue en 2023 est proportionnelle au chiffre d'affaires de chaque contrat dans le chiffre d'affaires global, soit 62% pour le contrat obligatoire contre 38% pour le contrat facultatif hors facture Normasys imputable en totalité au contrat facultatif.

Pour rappel en 2022, les frais de fonctionnement étaient répartis au temps passé soit 33 % pour le contrat obligatoire et 67% pour le contrat facultatif.

En €	Exercice 2023	Exercice 2022	Evo N/N-1	
			En valeur	En %
Total cotisations CO nettes de frais	2 006 187	2 009 905	-3 718	-0,2%
<i>Cotisations HT Contrat obligatoire</i>	2 207 710	2 171 143	36 567	1,7%
- Frais iGestion	-53 771	-48 699	5 072	10,4%
- Frais de fonctionnement	-94 221	-56 617	37 604	66,4%
- Mutuaide	-53 531	-55 922	-2 391	-4,3%
Prestations Contrat obligatoire	2 063 379	1 950 728	112 651	5,8%
<i>Prestations payées au 31/12/N</i>	1 901 768	1 798 314	103 454	5,8%
<i>Prestations payées pour en N+1 pour N</i>		145 554	-145 554	
<i>Provision pour prest. à payer N+1</i>	161 611	152 414	9 197	6,0%
<i>Boni/mali sur prestations</i>		6 860		
<b>P/C Contrat obligatoire</b>	<b>102,9%</b>	<b>97,1%</b>	<b>5,8%</b>	<b>6,0%</b>
Marge Technique Contrat obligatoire	-57 192	59 177	-116 369	-196,6%
Total cotisations CF nettes de frais	1 146 417	1 116 154	30 262	2,7%
<i>Cotisations HT Contrat facultatif</i>	1 276 555	1 301 851	-25 296	-1,9%
- Frais iGestion	-32 957	-29 848	3 109	10,4%
- frais de fonctionnement + Normasys	-64 372	-121 574	-57 202	-47,1%
- Mutuaide	-32 809	-34 275	-1 465	-4,3%
Prestations Contrat facultatif	1 314 514	1 163 307	151 207	13,0%
<i>Prestations payées au 31/12/N</i>	1 186 250	1 074 078	112 172	10,4%
<i>Prestations payées pour en N+1 pour N</i>		98 701	-98 701	
<i>Provision pour prest. à payer N+1</i>	128 264	89 229	39 035	43,7%
<i>Boni/mali sur prestations</i>		-9 472		
<b>P/C Contrat facultatif</b>	<b>114,7%</b>	<b>104,2%</b>	<b>10,4%</b>	<b>10,0%</b>
Marge Technique Contrat facultatif	-168 097	-47 153	-120 945	256,5%
			0	
Total cotisations totales nettes de frais	3 152 604	3 126 060	26 544	0,8%
<i>Cotisations HT totales</i>	3 484 265	3 472 994	11 271	0,3%
- Frais iGestion	-86 728	-78 547	8 181	10,4%
- frais de fonctionnement + Normasys	-158 594	-178 191	-19 598	-11,0%
- Mutuaide	-86 340	-90 196	-3 856	-4,3%
Prestations totales	3 377 893	3 114 035	263 858	8,5%
<i>Prestations payées au 31/12/N</i>	3 088 018	2 872 392	215 626	7,5%
<i>Prestations payées pour en N+1 pour N</i>		244 255	-244 255	
<i>Provision pour prest. à payer</i>	289 875	241 643	48 232	20,0%
		-2 612		
<b>P/C Global</b>	<b>107,1%</b>	<b>99,6%</b>	<b>7,5%</b>	<b>7,6%</b>
Marge Technique Totale	-225 290	12 025	-237 314	

## 5. Répartition de la consommation médicale par poste de prestations

Pour le contrat obligatoire, les prestations survenues en 2023 vue à fin février 2024 augmentent de 6,02% par rapport à l'année précédente, vue à la même période. Les principales augmentations s'observent sur les postes Implants et prothèses dentaires (+22k€), optique (+21k€) et hospitalisations et actes chirurgicaux (+17k€).

En €	Survenance 2023		Survenance 2022		Evo N/N-1	
	En valeur	En %	En valeur	En %	En valeur	En %
Orthodontie	144 656	7,25%	132 436	7,04%	12 219	9,23%
Implant et prothèses dentaires	371 405	18,61%	349 023	18,54%	22 382	6,41%
Auxiliaires médicaux	43 453	2,18%	33 041	1,76%	10 413	31,51%
Pharmacie remboursée	87 382	4,38%	84 651	4,50%	2 732	3,23%
Optique et lentilles NR SS	662 889	33,22%	641 259	34,07%	21 631	3,37%
Appareillage	52 810	2,65%	56 658	3,01%	-3 848	-6,79%
Médecines douces + diététiciens	242 464	12,15%	228 741	12,15%	13 722	6,00%
Hospitalisation et actes chirurgicaux	65 655	3,29%	47 817	2,54%	17 838	37,30%
Autres postes	324 759	16,27%	308 471	16,39%	16 288	5,28%
<b>TOTAL</b>	<b>1 995 474</b>	<b>100,00%</b>	<b>1 882 097</b>	<b>100,00%</b>	<b>113 377</b>	<b>6,02%</b>

Pour le contrat facultatif, les prestations survenues en 2023 vue à fin février 2024 augmentent de 12,04% par rapport à l'année précédente, vue à la même période. En valeur, trois postes expliquent cette augmentation : les hospitalisations et actes chirurgicaux (+80k€), l'appareillage (+25k€), et les implants et prothèses dentaires (20k€).

En €	Survenance 2023		Survenance 2022		Evo N/N-1	
	En valeur	En %	En valeur	En %	En valeur	En %
Orthodontie	2 418	0,19%	3 890	0,34%	-1 472	-37,84%
Implant et prothèses dentaires	245 556	19,36%	225 328	19,90%	20 229	8,98%
Auxiliaires médicaux	24 176	1,91%	18 892	1,67%	5 284	27,97%
Pharmacie remboursée	69 419	5,47%	71 834	6,34%	-2 415	-3,36%
Optique et lentilles NR SS	290 247	22,88%	291 736	25,77%	-1 489	-0,51%
Appareillage	208 729	16,45%	183 167	16,18%	25 561	13,96%
Médecines douces + diététiciens	68 976	5,44%	65 555	5,79%	3 420	5,22%
Hospitalisation et actes chirurgicaux	218 944	17,26%	138 419	12,23%	80 524	58,17%
Autres postes	140 088	11,04%	133 432	11,78%	6 656	4,99%
<b>TOTAL</b>	<b>1 268 553</b>	<b>100,00%</b>	<b>1 132 254</b>	<b>100,00%</b>	<b>136 298</b>	<b>12,04%</b>

## Détail par postes : Contrat obligatoire (Prestations 2023 réglées au 29/02/2024)

En €	Survenance 2023		Survenance 2022		Evo N/N-1	
	En valeur	En %	En valeur	En %	En valeur	En %
Honoraires médicaux	195 379	9,79%	180 627	9,60%	14 752	8,17%
Actes chirurgicaux	3 598	0,18%	1 916	0,10%	1 682	87,78%
Radiologie	501	0,03%	891	0,05%	-390	-43,80%
Analyses	423	0,02%	248	0,01%	175	70,67%
Soins dentaires	2 835	0,14%	3 632	0,19%	-797	-21,94%
Prothèses dentaires	243 725	12,21%	210 472	11,18%	33 254	15,80%
Orthodontie	144 656	7,25%	132 436	7,04%	12 219	9,23%
Parodontologie	80 767	4,05%	72 148	3,83%	8 619	11,95%
Implant dentaire	124 845	6,26%	134 919	7,17%	-10 075	-7,47%
Auxiliaires médicaux	43 453	2,18%	33 041	1,76%	10 413	31,51%
Pharmacie 65%	246	0,01%	246	0,01%	1	0,29%
Pharmacie 35%	0	0,00%	0	0,00%	0	
Pharmacie 30%	56 591	2,84%	56 147	2,98%	443	0,79%
Pharmacie 15%	29 426	1,47%	27 258	1,45%	2 168	7,95%
Pharmacie Vaccin	1 119	0,06%	1 000	0,05%	119	11,93%
Sevrage tabagique	648	0,03%	597	0,03%	51	8,60%
Contraception	2 345	0,12%	1 889	0,10%	456	24,11%
Optique	514 164	25,77%	509 228	27,06%	4 935	0,97%
Lentilles NR SS	136 476	6,84%	132 030	7,02%	4 446	3,37%
Kératotomie	12 250	0,61%	12 550	0,67%	-300	-2,39%
Appareillage	52 810	2,65%	56 658	3,01%	-3 848	-6,79%
Hospitalisation	3 409	0,17%	1 021	0,05%	2 388	233,77%
Forfait hospitalier	0	0,00%	0	0,00%	0	
Chambre particulière	58 132	2,91%	43 368	2,30%	14 764	34,04%
Lit accompagnant	517	0,03%	1 512	0,08%	-995	-65,83%
Transport	0	0,00%	0	0,00%	0	
Cures	2 662	0,13%	2 529	0,13%	133	5,27%
Médecines douces	228 833	11,47%	216 230	11,49%	12 603	5,83%
Psychologues	28 715	1,44%	26 337	1,40%	2 378	9,03%
Franchise RPP	0	0,00%	0	0,00%	0	
Régul	4 491	0,23%	4 369	0,23%	122	2,78%
Psychomotriciens	8 828	0,44%	6 285	0,33%	2 543	40,46%
Diététiciens	13 631	0,68%	12 511	0,66%	1 120	8,95%
<b>TOTAL</b>	<b>1 995 474</b>	<b>100,00%</b>	<b>1 882 097</b>	<b>100,00%</b>	<b>113 377</b>	<b>6,02%</b>

## Détail par postes : Contrat facultatif (Prestations 2023 réglées au 29/02/2024)

En €	Survenance 2023		Survenance 2022		Evo N/N-1	
	En valeur	En %	En valeur	En %	En valeur	En %
Honoraires médicaux	76 543	6,03%	75 639	6,68%	904	1,20%
Actes chirurgicaux	5 763	0,45%	4 307	0,38%	1 456	33,80%
Radiologie	2 583	0,20%	2 237	0,20%	346	15,48%
Analyses	1 785	0,14%	1 811	0,16%	-26	-1,43%
Soins dentaires	1 029	0,08%	1 105	0,10%	-76	-6,89%
Prothèses dentaires	143 990	11,35%	123 977	10,95%	20 013	16,14%
Orthodontie	2 418	0,19%	3 890	0,34%	-1 472	-37,84%
Parodontologie	36 221	2,86%	34 302	3,03%	1 919	5,59%
Implant dentaire	100 537	7,93%	100 245	8,85%	292	0,29%
Auxiliaires médicaux	24 176	1,91%	18 892	1,67%	5 284	27,97%
Pharmacie 65%	5 023	0,40%	5 613	0,50%	-590	-10,51%
Pharmacie 35%	0	0,00%	0	0,00%	0	
Pharmacie 30%	41 894	3,30%	43 113	3,81%	-1 220	-2,83%
Pharmacie 15%	22 143	1,75%	22 771	2,01%	-628	-2,76%
Pharmacie Vaccin	359	0,03%	337	0,03%	23	6,72%
Sevrage tabagique	50	0,00%	100	0,01%	-50	-50,00%
Contraception	178	0,01%	157	0,01%	21	13,32%
Optique	276 540	21,80%	277 662	24,52%	-1 123	-0,40%
Lentilles NR SS	13 707	1,08%	13 374	1,18%	334	2,49%
Kératotomie	0	0,00%	700	0,06%	-700	-100,00%
Appareillage	208 729	16,45%	183 167	16,18%	25 561	13,96%
Hospitalisation	15 251	1,20%	6 306	0,56%	8 945	141,85%
Forfait hospitalier	10 895	0,86%	4 360	0,39%	6 535	149,89%
Chambre particulière	186 154	14,67%	123 397	10,90%	62 758	50,86%
Lit accompagnant	880	0,07%	49	0,00%	831	1685,39%
Transport	546	0,04%	142	0,01%	404	283,97%
Cures	15 186	1,20%	13 869	1,22%	1 317	9,50%
Médecines douces	66 806	5,27%	62 710	5,54%	4 095	6,53%
Psychologues	560	0,04%	1 080	0,10%	-520	-48,15%
Franchise RPP	0	0,00%	0	0,00%	0	
Régul	6 156	0,49%	3 816	0,34%	2 340	61,34%
Psychomotriciens	280	0,02%	280	0,02%	0	0,00%
Diététiciens	2 170	0,17%	2 845	0,25%	-675	-23,72%
<b>TOTAL</b>	<b>1 268 553</b>	<b>100,00%</b>	<b>1 132 254</b>	<b>100,00%</b>	<b>136 298</b>	<b>12,04%</b>

## 6. Autres produits techniques et provisions pour participation aux excédents

Le fonds de solidarité, institué par l'accord du 31 décembre 2009, vise à organiser une solidarité intergénérationnelle entre les différentes populations bénéficiaires de la couverture des frais de santé. Il est financé de façon récurrente par les employeurs, les salariés actifs et les anciens salariés partis avant le 1<sup>er</sup> janvier 2009.

Les cotisations relatives au fonds de solidarité, nettes des allègements de cotisation au profit des anciens salariés, sont enregistrées en « autres produits techniques », ce qui correspond à la part des cotisations mises en réserve pour les nouveaux retraités partis à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009.

En contrepartie, la provision pour participation aux excédents a été dotée du même montant. Elle s'établit à 2 778 188€.

<b>Provision pour participation aux excédents</b>	<b>En €</b>
Dotation initiale employeurs	800 000
Dotation 2010	283 132
Dotation 2011	248 601
Dotation 2012	235 372
Dotation 2013	185 500
Dotation 2014	153 866
Dotation 2015	137 463
Dotation 2016	124 340
Dotation 2017	113 186
Dotation 2018	102 015
Dotation 2019	96 553
Dotation 2020	81 194
Dotation 2021	75 075
Dotation 2022	65 816
Dotation 2023	76 076
<b>Total</b>	<b>2 778 188</b>

## 7. Placements et produits financiers

Le portefeuille correspondant aux actifs de la Mutuelle et du fonds de Solidarité, il est majoritairement investi en produits de taux (91%) et le solde en OPCVM monétaire (5%) et OPCVM actions (4%).

## 8. Autres charges techniques

Elles s'établissent à 161 346€ en 2023 contre 159 676€ en 2022.

<b>En €</b>	<b>2023</b>	<b>2022</b>
Autres charges externes	52 929	51 422
Impôts et taxes et versements assimilés	587	980
Autres charges de gestion courante	33 058	34 528
Autres charges techniques	24 949	
Dotation aux amortissements	74 772	74 772
Variation de la dotation aux clients douteux	0	0
Provision pour dépréciation	-24 949	-2 026
<b>Total charges techniques</b>	<b>161 346</b>	<b>159 676</b>

## 9. Résultat de l'exercice

L'exercice 2023 dégage un résultat net de -166 583€ contre -100 039€ en 2022.

Après report du déficit fiscal 2022, la mutuelle ne paye pas d'IS au titre de l'exercice 2023.

L'écart de résultat s'explique principalement :

- Par l'augmentation des charges de sinistres de 304k€ (y compris variation de PSAP) ;
- Par l'amortissement de la mise à disposition du réseau Sévéane pour un montant de 75k€ ;

Et ce malgré

- Des produits financiers à hauteur de 219k€ ;
- Une diminution des frais de fonctionnement de 23k€.

## C. Analyse du bilan et de la situation financière

### 1. Fonds propres et proposition d'affectation du résultat

Les fonds propres de la Mutuelle s'établissent à 10 078 953€ en 2023 contre 10 245 538€ en 2022, soit une diminution de 1,65%.

En €	Exercice 2023	Exercice 2022
Fonds d'établissement constitué	228 600	228 600
Réserves statutaires ou contractuelles	2 360 771	2 360 771
Réserve d'Entraide et de Solidarité du contrat facultatif	1 523 550	1 523 550
Réserve de solvabilité (fiscale)	891 515	891 515
Réserve libre contrat obligatoire	3 904 613	3 904 613
Réserve libre contrat facultatif	1 312 237	1 412 276
Report à nouveau	24 252	24 252
Résultat de l'exercice après IS	-166 583	-100 039
<b>Total</b>	<b>10 078 955</b>	<b>10 245 538</b>

Etant donné que le résultat est une perte, le calcul de l'IS n'a pas lieu.

**Proposition d'affectation du résultat : - 166 583€ (perte)**

Article 47 des statuts (L212-1 du code de la mutualité) :	
Dotation maximale des réserves contractuelles = 3/4 de la charge des sinistres de l'année précédente.	
La charge de prestations de l'année précédente	3 228 950
75% de la charge de prestations de l'année précédente	2 421 713
Montant des réserves statutaires au 31/12/2023	2 360 771
<b>Reste à doter pour la réserve contractuelle</b>	<b>60 942</b>
<b>Affectation du résultat</b>	
Résultat 2023	-166 583
Réserves statutaires ou contractuelles	-60 942
Rémunération de la réserve d'entraide et de solidarité	
Reste à affecter selon taux marge	-227 525
Contrat obligatoire	-57 760
Contrat facultatif	-169 765

Contribution du contrat obligatoire et du contrat facultatif à la marge technique 2023 :

Résultat CO : - 57 760€ soit 25,39 % du résultat technique

Résultat CF : -169 765€ soit 74,61 % du résultat technique

Le solde peut être affecté aux réserves facultatives en fonction de la contribution de chacun des contrats au résultat technique.

## 2. Placements

En €	Valeur brute inscrite au bilan	Valeur de réalisation	Plus et moins values latentes	
			En €	En %
<b>Actions et parts d'autres OPCVM</b>				
EUR.CAP.DUR.I4DEC - FR0010013987	444 560	852 024	407 464	91,7%
GROUP. CONVERT. G FCP 3 DEC - FR0010890400 *	0	0	0	
GF TR AC EUR GDD D - LU0987164919	106 211	138 800	32 589	30,7%
GROUP. ENTREPRISES - FR0010213355	643 108	658 455	15 347	2,4%
<b>Sous-total</b>	<b>1 193 879</b>	<b>1 649 279</b>	<b>455 400</b>	<b>38,1%</b>
<b>Actions et parts d'OPCVM détenant exclusivement des titres à revenu fixe</b>				
GROUP. CR.EURO CT I SI. 4DEC - FR0000171837 *	0	0	0	
GROUPAMA ULT SH TER BD G FCP3D - FR0012599637	4 979 762	5 070 605	90 843	1,8%
GR CREDIT EURO ISR - FR0010990085	1 545 976	1 555 834	9 857	0,6%
GROUP. CREDIT EURO GC - FR0010990077 *	0	0	0	
GROUP. CT EURO CT G SI 3DEC - FR0010890467	5 272 590	5 341 400	68 810	1,3%
<b>Sous-total</b>	<b>11 798 329</b>	<b>11 967 838</b>	<b>169 510</b>	<b>1,4%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>12 992 208</b>	<b>13 617 117</b>	<b>624 909</b>	<b>4,8%</b>

\* OPCVM vendus au cours de l'exercice 2023

### Pour information - Disponibilités

BNP PARIBAS - Comptes bancaires de dépôts à vue	<b>318 800</b>	<b>318 800</b>
CACEIS - Comptes bancaires de dépôts à vue	<b>19 661</b>	<b>19 661</b>

La valeur de réalisation des placements de la Mutuelle augmente entre 2022 et 2023 et passe de 12 994 838€ à 13 617 117€.

La poche actions et obligations convertibles ressort en plus-value latente de 455 400€. La poche des produits de taux dégage une plus-value latente de 169 510€, consécutivement à la stabilisation des taux d'intérêt du marché obligataire.

Globalement les plus-values latentes s'établissent à hauteur de 624 909€. Pour mémoire les plus-values 2022 ressortaient 84 503€.

La stratégie de gestion des actifs de la Mutuelle vise à préserver ces actifs au travers d'une gestion « en bon père de famille ». En conséquence, les investissements en produits de taux (obligations et assimilés) et en OPCVM de trésorerie sont privilégiés mais en fonction des opportunités de marché permettant de capter de la rentabilité, des investissements en OPCVM « actions » sont réalisables, sans qu'ils puissent excéder 10% du total des actifs gérés.

En ce sens, un mandat de gestion a été signé entre la Mutuelle Interentreprises Gan et Groupama Asset Management, liberté étant laissée aux gérants des fonds de mettre en place une allocation tactique au mieux des intérêts de la Mutuelle.

Le conseil d'administration a approuvé cette stratégie financière.

La gestion tactique de Groupama Asset Management, c'est-à-dire d'une part la vente d'obligations convertibles et d'OPCVM de taux dont la durée était faible et d'autre part le rachat de titres de même nature mais à la durée plus importante, s'est montrée efficace.

## D. Perspectives 2024

Compte tenu de la dérive persistante de la consommation médicale observée sur les 2 contrats et des pertes enregistrées par la Mutuelle, le Conseil d'Administration a voté une augmentation des cotisations des contrats obligatoire et facultatif de 8% à effet du 01 janvier 2024.

Les évolutions réglementaires 2024 touchant au contenu du contrat responsable (intégration des fauteuils roulants et des prothèses capillaires dans les prestations devant être prises en charge), le désengagement de la sécurité sociale sur le dentaire (effet en année pleine), la signature des nouvelles conventions médicales des médecins, dentistes, infirmiers, kinésithérapeutes, podologues, orthophonistes et l'augmentation des franchises médicales devront être analysées pour déterminer l'impact sur les remboursements effectués par la Mutuelle.

Ces perspectives de charges supplémentaires amèneront le Conseil d'Administration à suivre attentivement ces évolutions, afin de pouvoir prendre d'éventuelles mesures correctrices destinées à préserver les équilibres techniques de la Mutuelle et sa solvabilité en 2025.

Les évolutions touchant la société AMALINE, amèneront le Conseil à s'interroger sur les conséquences pour la MIG.

## E. Autres informations

### 1. Entreprises souscriptrices

Les contrats de la Mutuelle Interentreprises du Gan sont souscrits par :

Gan Assurances  
 Gan Prévoyance  
 Gan Patrimoine  
 Groupama Gan Vie  
 Société Française de Protection Juridique  
 Amaline Assurances.

### 2. Conventions passées avec d'autres organismes

#### 2.1 Convention CETIP

Sous la marque iGestion, la gestion des prestations de la Mutuelle Interentreprises du Gan est déléguée au Cetip, filiale de Cegedim.

## 2.2. Convention avec les entreprises souscriptrices des contrats

Les frais de fonctionnement de la Mutuelle (personnel, logistique, informatique, téléphonie) sont refacturés à la Mutuelle par Groupama Gan Vie pour l'exercice 2023.

## 3. Mandats et fonctions des administrateurs au 31 décembre 2023

ADMINISTRATEURS	FONCTIONS	AUTRES MANDATS
Nicolas BOUCQUEY	Membre Honoraire Représentant des entreprises adhérentes <b>Président</b>	Aucun
Françoise VUIDEPOT	Membre Participant <b>Vice-Présidente</b>	Aucun
Olivier RIEY	Membre Honoraire Représentant des entreprises adhérentes <b>Trésorier</b>	Conseiller CPP Alliance Pro
Julien THOURAUD	Membre Honoraire Représentant des entreprises adhérentes <b>Trésorier adjoint</b>	Aucun
Laurent MERLEN	Membre Participant <b>Secrétaire</b>	Aucun
Jean-Pierre DARRY	Membre Honoraire Représentant des entreprises adhérentes <b>Secrétaire adjoint</b>	Administrateur de APECITA et de l'ADSA
Marc BERNSTEIN	Membre participant	Aucun
Jean-François BESNARD	Membre Participant	Administrateur de l'ASARPA & de ADSA
Brigitte GEORGE	Membre Participant	Aucun
Jean-François BERTON	Membre Participant	Aucun
Marie Claude GALLION	Membre Participant	Aucun
Nadine TEOULE	Membre Participant	Aucun

#### **4. Sommes versées aux administrateurs en 2023**

Des remboursements de frais de déplacements et de repas ont été versés pour un montant de 1 144€ à des administrateurs non-salariés.

Les frais de déplacements des administrateurs et des représentants des CSE salariés des entreprises souscriptrices des contrats sont payés par celles-ci.

#### **5. La rémunération du dirigeant opérationnel**

La Mutuelle Interentreprises du Gan ne compte pas dans ses rangs de dirigeants salariés. Aucune rémunération n'a donc été versée dans ce cadre, conformément aux articles L. 114-7 et L. 211-14 du Code de la Mutualité.